



ARRETE MUNICIPAL n°2022-046

Portant désignation des membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un tiers lieu associatif, culturel et musical

Le Maire de Grésy-sur-Aix, Président du Jury,

Vu les articles R2162.22 et suivants du Code de la Commande Publique,
Vu les délibérations 2022-04, 05 et 06 en date du 28/01/2022 portant création de la commission d'appel d'offres ad hoc, élection des membres, et lancement de la procédure de concours,
Vu l'avis de concours en date du 11/02/2022,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le jury du présent concours est composé des personnes élues et qualifiées, indépendantes des participants au concours, suivantes :

❖ membres de la commission d'appel d'offres :

• titulaires :

- Hervé PALIN
- Patrick FRIZON
- Chrystel TROQUIER-GILLI
- Jean-Luc CHARPENTIER
- Eric REY

• Suppléants :

- Serge LODIER
- Corinne MONBEIG
- Anne-Laure BOMPAS
- Colette PIGNIER
- Zélie BLANC

❖ personnes qualifiées :

- Mme Amélie RIEUX-FARAUT, architecte – 71210 TORCY
- M. Eric GROSPAILLET, architecte – 38000 GRENOBLE
- M. Loïc DEVINEAU, architecte – 73370 LE BOURGET DU LAC

Article 2 :

M. le Maire et M. le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté. Cette décision sera affichée dès signature et sera applicable dès sa signature et son dépôt, au titre de contrôle de la légalité en Préfecture de la Savoie.

Fait à Grésy-sur-Aix, le 15 mars 2022

Le Maire, Président du jury,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 15/03/2022
Certifié exécutoire le :

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.